Fonds pour le journalisme

POLITIQUE

Qui comprend le climat dans les partis ?

« Les nouveaux cerveaux des partis »

« Les nouveaux cerveaux des partis » est une première publication tirée d'un travail d'enquête global, soutenu par le Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'ensemble de l'enquête porte sur la relation entre la politique, la science et le climat ; les idées et les faits ; les mandataires politiques et les experts qu'ils consultent. Catherine Joie et Louis Van Ginneken sont journalistes indépendants, focalisés sur le climat, la justice sociale et la santé.

PS, Ecolo, MR et PTB ont engagé des profils dédiés au climat et, surtout, à la technicité du dossier climatique et énergétique. Cela témoigne d'une place grandissante de l'expertise climatique au cœur de la politique francophone et d'une volonté de fixer ces connaissances dans les partis plutôt que de les disperser d'élection en élection.

ENQUÊTE

LOUIS VAN GINNEKEN
CATHERINE JOIE

Quatre noms. Vous êtes déçus ? Les marcheurs pour le climat de 2018 espéraient probablement qu'en 2022, soit quatre ans plus tard, les partis politiques aient engagé des dizaines de collaborateurs pour travailler spécifiquement sur le climat, le mix énergétique et l'empreinte carbone de la société. Ils sont quatre. C'est du moins la liste que nous avons pu constituer, pour sûr, après enquête. Une personne de référence par parti politique, pour quatre partis francophones sur six : PS, Ecolo, MR et PTB. Et c'est un phénomène récent : ces quatre collaborateurs politiques sont en place depuis 2019, 2020 ou 2021. Avant eux, la compréhension du climat était soit plus superficielle et philosophique, soit moins proche des présidents de parti.

Le MR a confié le double dossier Climat et Energie à Rémy Leboutte en octobre 2019, pour succéder à Corentin de Salle et informer Georges-Louis Bouchez sur ces matières.

Le PTB a recruté Wim Debucquoy en 2019. Assistant parlementaire au niveau fédéral, il conseille le parti sur l'énergie, en bureau politique.

Ecolo a engagé Elodie Belleflamme en 2020 pour informer Jean-Marc Nollet, députés et élus locaux. Elle veille en permanence sur les questions énergétiques, depuis le tout nouveau Centre Jacky Morael.

Au PS, Wissal Selmi est le bras droit de Paul Magnette pour tout ce qui a trait à l'écologie : environnement, territoire, énergie, agriculture… Elle est conseillère à l'Institut Emile Vandervelde depuis 2021.

Les Engagés et Défi sont les grands absents de cette liste, par manque de ressources humaines et financières, expliquent ces deux partis, vu leurs derniers résultats électoraux.

Prémâcher les idées

« Mon job est de concevoir une Belgique neutre en carbone d'ici 2050 », explique Rémy Leboutte (MR). « Face à la crise énergétique, j'ai fait des propositions qui sont discutées dans les organes du parti », déclare Wim Debucquoy (PTB). Elodie Belleflamme (Ecolo) « travaille sur les accords politiques qu'on peut conclure pour avancer sur le climat ». « Je fais de la veille scientifique et je discute de la faisabilité opérationnelle des idées qui touchent au climat », décrit Wissal Selmi (PS).

Vu l'actualité, ces quatre personnes sont particulièrement concentrées sur les aspects énergétiques du problème, mais elles portent la double casquette : climat et énergie.

Au quotidien, elles et ils servent de courroies de transmission aux « bonnes infos » à l'intérieur de leur parti. Des points d'attention, des corrections lorsqu'un chiffre est mal utilisé par un ou une députée comme un président, des noms d'organismes à contacter, des idées prémâchées à utiliser…

La matière à penser de ces quatre collaborateurs climatiques provient souvent des mêmes sources, officielles et bien établies – ce qui a un côté rassurant. Giec, Creg, Bureau fédéral du Plan, Elia, Iweps, Icedd… Ils plongent dedans, résument, recoupent, analysent, transfèrent aux collègues.

Tous ont les mêmes sources

Les conseillers conseillent, mais qui conseille les conseillers ? Il y a des noms qu'ils acceptent de partager et qui, à nouveau, sont souvent identiques : Arnaud Zacharie (CNCD), Nicolas Van Nuffel (Coalition Climat), Canopea (ex-IEW, Inter-Environnement Wallonie), The Shift Project et son président, Jean-Marc Jancovici (très à la mode, sur la décroissance comme sur le nucléaire, tout le monde y trouve son compte), Climact, Awac.

Rebecca Thissen (CNCD 11.11.11 et Coalition Climat) semble être une interlocutrice essentielle. Citée par tout le monde, elle explique que la prise de conscience généralisée lui offre des portes d'entrée dans tous les partis, notamment grâce à ces nouveaux collaborateurs climatiques.

Députés et présidents de parti ont tous sorti le joker « je rencontre Jean-Pascal van Ypersele », l'ancien président du Giec. De gauche à droite, on parle aussi spontanément de Damien Ernst, mais généralement pour s'en distancier. Beaucoup de commentaires sur le chercheur liégeois, très bavard sur Twitter et réputé proche des libéraux – dont voici le plus diplomate : « Tant qu'il parle de ce qu'il connaît, c'est quelqu'un d'intéressant à lire ou à consulter. »

Voilà pour les points communs.

Traduction politique

Que retirent les partis de tous ces échanges ? Pour un député bruxellois, l'accès à la connaissance ferait tomber les barrières politiques : « Le climat est un sujet très technique, et une fois que tu l'as compris, ton idéologie fond comme neige au soleil. » De cette enquête, il ressort pourtant l'inverse. Sur base de constats factuels identiques et de rencontres similaires, les conseillers établissent des positionnements politiques différents. Autrement dit : les partis s'abreuvent aux mêmes sources, sans lâcher leur filtre idéologique. D'ailleurs, si les partis partagent souvent les mêmes interlocuteurs, ils n'abordent pas forcément les mêmes sujets, nous explique-t-on du côté de l'IEW.

Ainsi, Rémy Leboutte (MR) cherche à solutionner le dérèglement climatique « en préservant les valeurs libérales ». Wissal Selmi (PS) lit tout ce qui sort sur le climat, en retenant ce qui réduit les inégalités sociales. Et ainsi de suite…

Interrogés sur la possibilité de tenir la même fonction pour un autre parti, les quatre nouveaux collaborateurs répondent d'ailleurs *illico* : non.

« Je transmets l'info, mais après… »

Quelle est l'influence de ces nouveaux collaborateurs politiques ? « Je ne suis qu'un maillon d'un grand ensemble, je transmets l'information, mais après… J'ai au moins l'avantage d'avoir plus de recul que les assistants parlementaires ou les membres des cabinets », nous précise-t-on. Et l'avantage d'avoir l'oreille attentive d'un président.

Quatre noms, quatre personnes qui pensent exclusivement au climat et à l'énergie, chacun pour l'un des quatre principaux partis francophones. Voilà ce qui s'est passé, en interne, depuis les élections de 2019.

En parallèle, l'expertise s'est institutionnalisée en dehors des partis. En quatre ans, la Belgique a vu naître le Haut conseil pour la transition juste (au fédéral), le Haut conseil stratégique pour le climat (en Wallonie), la plateforme wallonne pour le Giec… Les auditions d'experts (appartenant à l'administration, notamment) se multiplient aussi dans les parlements. Autant d'interfaces entre la science, le climat et la politique.

Un académique spécialisé en énergie, en contact avec deux partis (sur six), est cependant loin d'être enthousiaste : « J'ai tout de même le sentiment que les partis et les cabinets ne comprennent rien à la technicité des dossiers. » Si cette enquête acte que les partis s'organisent davantage depuis 2019 pour accéder à l'information, et la faire circuler en interne, encore faut-il qu'ils la digèrent. Et s'en servent.

Elodie Belleflamme (Ecolo) « On cherche à formuler une transition énergétique qui vende du rêve aux gens »

© PIERRE-YVES THIENPONT

Elodie Belleflamme fait partie de la génération climat, soit une génération initialement focalisée sur le climat (gaz à effet de serre) plutôt que l'environnement (transversal). Ceci signifie que le nucléaire est envisageable pour cette génération, puisqu'il permet de limiter les émissions de CO_2. Est-ce que ça passe en entretien d'embauche chez Ecolo, parti historiquement antinucléaire ? Visiblement oui, puisque Elodie Belleflamme succède, en 2020, à un collègue qui démissionne après dix ans de fonction. A 24 ans, elle est la nouvelle conseillère Energie et Climat du parti écologiste – son premier emploi. Son CV aligne alors un master en environnement, développement et changement culturel, et un autre en administration publique.

On est en 2020. L'année précédente, Ecolo sortait plutôt victorieux des urnes et raflait des portefeuilles ministériels climatiques dans chaque gouvernement. Jusqu'en 2024, Ecolo-Groen détiendra donc un accès sans précédent aux connaissances de l'administration pour toutes ces matières. Pour Elodie Belleflamme, c'est évidemment intéressant. Elle réfléchit à l'hydrogène « vert », par exemple, question particulièrement technique, avec ses homologues dans chacun de ces cabinets : « On s'est déjà rassemblés pour en discuter, oui, afin de bien calibrer le développement de cette technologie. »

Elodie Belleflamme a un œil constamment rivé sur les dernières innovations, en parallèle aux réflexions sur la sobriété énergétique. Petit réacteur modulaire : faisable, oui, non ? Avec quels déchets ? Elle briefe un paquet de mandataires, source et bétonne leurs positions, avec des notes internes, un e-mail ou un SMS avant une intervention publique pour confirmer un chiffre ou l'autre.

Elle travaille sur le fond des dossiers (les chiffres, les projections du Bureau fédéral du plan, les scénarios livrés par l'institut de recherche flamand Energy-Ville) et sur leur forme (les mots, surtout). Cet automne, elle animait à cet égard une commission interne sur le mix énergétique. « C'était une demande des membres », explique-t-elle – membres visiblement en quête de boussole. Quelle proportion de nucléaire, d'éolien, de photovoltaïque ? Comment en parler ? « On a chiffré tout ça en interne », dit-elle, « puis challengé nos hypothèses avec des experts externes » (dont nous n'aurons pas les noms). Enfin, le parti a travaillé sur la « mise en récit » de ce mix énergétique, pour « formuler une transition énergétique qui vende du rêve aux gens ».

Comme tous les collaborateurs du Centre Jacky Morael (CJM), Elodie Belleflamme fait remonter chaque mois à ses supérieurs la liste mise à jour des experts qu'elle a repérés sur ses matières. Ecolo cherche à pérenniser la connaissance interne par-delà les résultats électoraux en dents de scie. C'est un enjeu pour le parti, confirme Tristan Roberti, député et président de la commission Environnement-Climat-Energie au parlement bruxellois, et le CJM a été inauguré, en 2021, pour cela. « Cette philosophie de l'expertise d'Ecolo existait avant le Centre Jacky Morael, mais la force de travail était trop faible », reconnaît Jean-Marc Nollet. De 2014 à 2019, un petit service d'étude était composé de trois collaborateurs. Aujourd'hui, ils sont onze. Si Ecolo bénéficiait déjà d'une longueur d'avance pour comprendre les enjeux climatiques, le parti écologiste s'est rattrapé sur l'organisation interne de cette expertise.

Wissal Selmi (PS) « L'Institut Emile Vandervelde et Paul Magnette forment un même ccrps, une même réflexion »

© PIERRE-YVES THIENPONT.

Je suis mon propre expert climat », ose Paul Magnette lorsqu'on lui demande les noms des experts de référence sur le climat au PS. La connaissance lui serait apparue lorsqu'il était ministre fédéral du Climat et de l'Energie, de 2007 à 2011. Dix ans plus tard, il pousse l'écosocialisme, le nouvel horizon programmatique du PS. « L'énergie, la mobilité et l'aménagement du territoire sont des enjeux majeurs pour nous », explique-t-il, particulièrement volubile sur le dernier point.

Qui le conseille ? Wissal Selmi, notamment. Sa conseillère climatique est justement spécialiste de la végétation comme facteur d'amélioration de la vie en ville. En tant que chercheuse, elle a mené des recherches opérationnelles, dont les résultats pouvaient être applicables en politiques publiques.

Wissal Selmi travaille pour le bureau d'études du Parti socialiste : l'Institut Emile Vandervelde (IEV). A en croire sa réputation (jamais contredite par le PS, finaud), l'IEV serait une machine de guerre composée de 40 collaborateurs. Il s'agit en réalité d'une équipe d'une dizaine de personnes qui entourent Paul Magnette. « Ce n'est pas un secret, l'IEV est mon cabinet politique », commente l'intéressé. Wissal Selmi confirme : « Oui, nous sommes les conseillers directs du président. On forme un même corps, une même réflexion. »

Dès son arrivée à l'IEV, en septembre 2021, Wissal Selmi était parachutée à l'organisation des « rencontres écosocialistes », un moment d'échanges entre politiques et scientifiques. « C'est important que le parti reprenne ce rôle d'éducation permanente », commente le député Martin Casier. Il siège en commission Environnement-Climat-Energie au parlement bruxellois.

Martin Maréchal, l'un de ses collaborateurs, vient de passer par le cycle « intensif » de formation à l'écosocialisme, piloté par l'IEV, qui s'adresse à 40 cadres de moins de 35 ans. Près de 200 candidats avaient postulé à ce premier *round*. La volonté de créer une génération « écosocialiste » au sein du parti est explicite. Qui donne cours ? Paul Magnette, évidemment. Wissal Selmi, forcément. Edwin Zaccai (ULB) et Arnaud Zacharie (CNCD) animent aussi certains ateliers.

« La force du PS, c'est sa proximité avec l'information », argue Martin Casier, en contact fréquent avec les collaborateurs de l'IEV. Ancien docteur en astrophysique, il voit beaucoup de sens à la présence de profils scientifiques dans les rangs de son parti. Pour Paul Magnette, l'arrivée de Wissal Selmi est aussi venue enrichir le réseau socialiste, historiquement polarisé autour de l'ULB, Solidaris, la FGTB, Solsoc… « Elle amène spontanément un lien avec de nombreux chercheurs dans des labos, avec un tropisme liégeois. »

Le poste qu'occupe Wissal Selmi au sein de l'IEV n'est pas neuf. Son prédécesseur a simplement suivi le parcours socialiste classique. « Les collaborateurs de l'IEV deviennent en général chefs de cabinet, puis entrent dans la fonction publique », souligne Paul Magnette. « On nous le reproche, mais je l'assume totalement. Ils dirigent des administrations, restent proches du parti et sont donc des personnes-relais pour nous. C'est comme cela qu'on a construit un réseau efficace. » Peu de suspense, donc, sur l'avenir de Wissal Selmi.

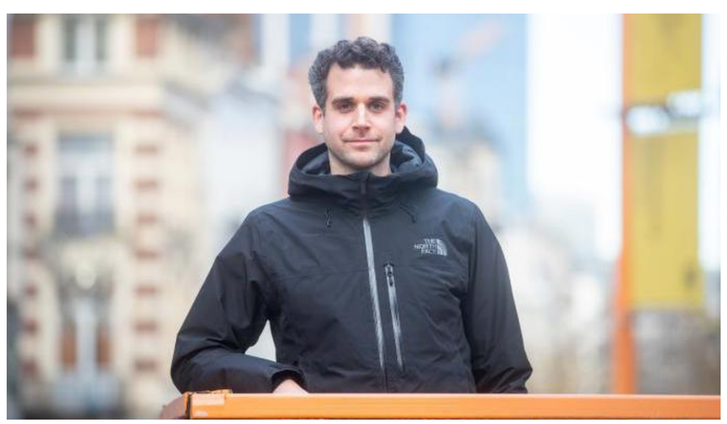
Wim Debucquoy (PTB) « Sans démarche proactive, on n'est pas à la hauteur dans les débats parlementaires »

En passant de deux à douze députés fédéraux, le PTB-PVDA a pu mener en 2019 une opération massive de recrutement. Militant PTB, ingénieur civil spécialisé en questions environnementales, Wim Debucquoy postule et devient l'assistant parlementaire du député fédéral Thierry Warmoes – et dans la foulée, l'un des cerveaux du parti pour le dossier énergético-climatique.

Dès septembre 2021, Wim Debucquoy se plonge dans les chiffres d'Engie pour trouver d'éventuels surprofits. Il les confronte aux données obtenues auprès de la Creg (la Commission de régulation de l'électricité et du gaz), par le biais des questions parlementaires posées par Thierry Warmoes en commission fédérale. « Sans démarche proactive, on n'est pas à la hauteur dans les débats parlementaires », estime Wim Debucquoy, « surtout face à une ministre comme Tinne Van der Straeten qui maîtrise ses dossiers ».

Le PTB assume une certaine défiance envers des sources comme l'administration (« qui n'est pas indépendante sur le nucléaire »), Elia ou le monde patronal. Le PTB collabore, par contre, étroitement avec d'autres sources : Greenpeace, WWF, les syndicats. Confirmation d'une organisation environnementale : « Le PTB nous suit à 100 % sur certains dossiers et ne modifie rien à nos suggestions. »

Chaque semaine, en bureau politique, le travail parlementaire s'aligne sur la vision du parti. Max Vancauwenberge préside la commission Climat en interne. Spécialiste du monde sidérurgique, il a les yeux rivés sur le poids environnemental d'ArcelorMittal. Sa personne de référence pour comprendre l'énergie et le climat ? Wim Debucquoy.



© DOMINIQUE DUCHESNES.

Rémy Leboutte (MR) « Je donne les chiffres que j'estime les plus justes et les plus froids possible »

Gros morceau, le MR. Pourquoi ? Parce que les évolutions récentes dans le dossier nucléaire – avec le prolongement de Doel 3 et Tihange 4 au-delà de 2025 pour une durée de 10 ans – sont le fruit d'une campagne politique initiée par Georges-Louis Bouchez. Qui a réveillé le président libéral sur le nucléaire ? Son nouveau collaborateur énergétique, notamment. « En deux heures d'explications, Rémy Leboutte et d'autres collaborateurs m'ont convaincu que le nucléaire n'était pas juste une bonne idée, mais un impératif en Belgique », déclare Georges-Louis Bouchez.

Rémy Leboutte explique, de son côté, s'être appuyé sur les projections du Bureau fédéral du plan et, en particulier, sur l'évolution des émissions totales de gaz à effets de serre prévues pour la Belgique d'ici 2026. De la comptabilité carbone, pure et dure : additionner ou soustraire des millions de tonnes de CO_2, en fonction d'un mix énergétique et à modèle sociétal globalement inchangé. Chez les libéraux, on n'envisage pas la décroissance ou la sobriété.

Rémy Leboutte apprécie les sujets techniques et complexes. Arrivé en octobre 2019 dans la cellule politique du MR, après huit ans de cabinet chez Willy Borsus et Olivier Chastel sur des matières institutionnelles, il reprend le dossier Energie et Climat à Corentin de Salle – un autre style, puisque philosophe et idéologue. Pour son briefing d'entrée, Rémy Leboutte se tourne vers les membres des cabinets sortants de Jean-Luc Crucke et Marie-Christine Marghem.

Trois ans après son entrée en fonction, l'influence de Rémy Leboutte au sein du MR n'est pas toujours aussi évidente que lors du changement de cap du MR sur le nucléaire. « Je donne les chiffres que j'estime être les plus justes et les plus froids possible, et je propose certaines prises de position », déclare-t-il. « Mon rôle s'arrête là. Qu'en font les politiques ? Avec qui challengent-ils ces infos ? Je n'en sais rien. »

Rémy Leboutte rassemble, tous les quinze jours, quelques forces libérales – cinq à six personnes – au siège du parti pour discuter climat, énergie et économie. C'est le nouveau forum écologique du MR. Cette initiative colle avec le penchant de Georges-Louis Bouchez pour les réunions en petit comité (« se challenger en *one to one* »). Elle correspond aussi à la volonté du MR de construire davantage d'expertise au sein du parti. « Si un cabinet saute ou un ministre change, l'expertise s'en va », constate le président du MR. « Pour toute une série de sujets, on souhaite que l'impulsion vienne plutôt du parti et soit moins tributaire des évolutions politiques. »

Elargir les sources

Enfin, le souhait de Georges-Louis Bouchez est d'élargir les sources consultées sur le climat. Davantage d'ingénieurs et de techniciens puisque le MR cherche des solutions technologiques au réchauffement climatique – afin de ne déstabiliser ni la paix sociale, ni les libertés individuelles. « Pour sauver le climat, il ne suffit pas de recevoir des climatologues. Au risque de paraître tout à fait impopulaire, on reçoit le secteur industriel. » Georges-Louis Bouchez cite Holcim, EDF, Thomas Pardoen (UCLouvain), Bertrand Piccard. Pour les autres sources d'inspiration, silence. « Mais on fait venir des personnes dont on a moins l'habitude d'entendre le son de cloche », précise le président.

Rémy Leboutte confirme cette volonté libérale de « sortir des sources classiques provenant de l'écologie politique ». Comme les autres collaborateurs politiques du MR, il est mandaté pour le faire. « Nos collaborateurs ont le mandat d'identifier des gens qu'on ne voit pas traditionnellement », reprend le président libéral, « sans quoi, on parle toujours aux mêmes personnes et on est un peu coincés ».

ABONNÉS
Sur notre site, le réseau climat des Engagés et de Défi.